



# Résolution

## Les jeunes Européens luttent contre le changement climatique

---

*Adoptée par le Conseil des Membres/ Assemblée générale  
extraordinaire 2-3 mai 2008 (Castelldefels, Catalogne - Espagne)*

Le changement climatique est un processus naturel continu dont l'évolution passée a toujours eu des effets sur les conditions de vie sur terre. Ce processus comprend à la fois des facteurs liés au climat, tels que la variabilité des océans et les glaciations, et des facteurs non climatiques comme les plaques tectoniques, le volcanisme et les variations solaires et orbitales. Tous ces facteurs sont étudiés en permanence par des scientifiques et reconnus comme des causes du changement climatique.

Ces causes naturelles mises à part, un consensus a été atteint par la communauté scientifique internationale comme quoi la période la plus récente de changement climatique est également influencée par des facteurs humains. Les rapports du Panel intergouvernemental sur le changement climatique ont fait état d'un réchauffement mondial accéléré causé par l'énorme augmentation des émissions de gaz produites par notre société. Les combustibles fossiles, la consommation d'aérosols et la manufacture du ciment sont les principales sources humaines de ces émissions de gaz. En outre, une vaste série d'autres facteurs humains comme l'utilisation de la terre, la déforestation et l'agriculture intensive influencent également les variations climatiques. Tout cela évoque un besoin urgent de changer les caractéristiques de la production et de la consommation économiques qui sont clairement non durables dans le contexte du réchauffement de la planète.

Comme le maintient le document politique du YFJ sur le développement durable : « *Le changement climatique est l'exemple le plus percutant de là où les besoins des générations plus jeunes et à venir sont compromis par les modes de vie des générations plus anciennes et actuelles.* » Le manque de respect envers la vie et les droits des générations à venir s'observe dans le refus de la pleine mise en œuvre du principe de précaution par les autorités autour du globe. Cette réalité nous pousse à poursuivre nos actions de lobby auprès des pouvoirs locaux, des gouvernements nationaux et de l'UE pour qu'ils respectent leurs engagements et accordent la priorité à cette question dans le moindre aspect de leurs politiques.

Le Forum européen de la Jeunesse reconnaît le défi que représente le changement climatique pour notre avenir commun et c'est d'ailleurs pourquoi il a organisé des journées d'information et de mises en réseaux sur le changement climatique à Bruxelles en décembre 2007. Les discussions qui s'y sont déroulées parmi les organisations membres du YFJ ont insisté sur le besoin que les jeunes adoptent une ferme position sur les mesures visant à réduire les changements climatiques. A cet égard, le Forum européen de la Jeunesse :

- identifie le changement climatique comme la principale menace pour les futures conditions de vie des jeunes d'aujourd'hui et il reconnaît son effet dramatique sur l'inégalité dans la distribution mondiale des ressources.

- indique que les effets du changement climatique sont déjà tangibles (graves sécheresses et inondations, disparition progressive des quatre saisons clairement marquées dans les zones de climat tempéré, températures de plus en plus élevées en été, ou la fonte de la calotte glaciaire pour n'en citer que quelques-uns) et qu'ils affectent la vie quotidienne de millions de citoyens, et il fait part de ses préoccupations quant au risque accru d'autres catastrophes écologiques.
- avertit des conséquences négatives potentielles que des déséquilibres climatiques peuvent avoir non seulement dans l'arène écologique, mais aussi en termes socio économiques et par rapport à la sécurité mondiale, car la lutte pour des ressources de plus en plus rares peut engendrer une instabilité politique considérable comme en témoigne déjà la situation au Soudan par exemple.
- est conscient tant de la grande responsabilité de l'Europe comme principal acteur mondial dans ce domaine que de la possibilité qu'il a de prendre les devants et de devenir un modèle dans la gestion de cette question.
- reconnaît le rôle essentiel que les jeunes d'Europe peuvent et doivent jouer en se penchant sur la plus grande menace et le plus grand défi jamais connus par l'humanité, et il souligne l'importance de l'information et de l'éducation pour des actions efficaces contre le changement climatique.
- souligne l'impact considérable des politiques sur l'énergie et des modèles de mobilité sur le changement climatique.

Le Forum européen de la Jeunesse demande donc que des mesures urgentes soient prises dans les secteurs suivants :

- 1) l'éducation au changement climatique au niveau national :
  - en introduisant des cours sur les facteurs naturels et humains du changement climatique dans les programmes scolaires et universitaires. Cela peut se faire en intégrant une approche qui souligne les effets du changement climatique dans des cours de disciplines diverses. Par exemple : aborder les questions de biodiversité dans les cours de biologie ; aborder le coût réel de la pollution (indices d'empreinte écologique) dans les cours d'économie ; insister sur la législation internationale, européenne et nationale sur la question dans les cours d'éducation civique et d'histoire ; les principaux acteurs et programmes ainsi que les principaux accords sur le sujet et leur évolution ; identifier les régions les plus polluées du monde et les conséquences sur la démographie locale dans les cours de géographie ; discuter de la relation

- entre les espèces humaines et les écosystèmes dans les cours de philosophie.
- en dispensant des formations pratiques sur l'économie d'énergie dans les écoles supérieures pour aboutir à un changement de comportement à long terme et se diriger vers des routines quotidiennes respectueuses de l'environnement.
- 2) Découpler la croissance économique et la consommation de combustibles fossiles :
- en revoyant les systèmes de taxation, se basant sur l'impact des coûts économiques et écologiques des activités, dans les phases de production et de consommation (surtout par rapport à la consommation d'énergie et d'eau) ;
  - en répandant les systèmes d'emballage réutilisables pour les produits, en introduisant par exemple des motivations financières individuelles, comme faire payer les sacs en plastique ou des consignes pour les boîtes métalliques.
  - en introduisant des réglementations plus strictes pour les politiques de publicité et d'étiquetage, pour que des produits ne puissent pas être labellisés « écologiques » sauf s'il existe une preuve concrète qu'ils ont été cultivés/manufacturés/transportés/commercialisés en respectant tous les critères environnementaux, y compris leur impact sur le changement climatique.
  - en introduisant des exigences minimum d'efficacité énergétique dans tous les produits consommant de l'énergie et en améliorant l'efficacité énergétique dans les bâtiments.
- 3) Encourager une mobilité des jeunes qui respecte l'environnement :
- transports publics gratuits pour tous les jeunes de moins de 30 ans dans l'ensemble de l'UE.
  - en obligeant les pouvoirs nationaux et publics à développer des facilités durables et propres de transport public qui ont la capacité de répondre aux besoins de l'ensemble de la population locale.
  - en encourageant les pouvoirs locaux à établir un réseau de facilités géographiquement équilibré pour les jeunes, pour que les écoles et les activités de loisirs se trouvent à distance de marche ou de vélo.
  - en promouvant l'utilisation intra urbaine de vélos, en développant un réseau de pistes cyclables séparées et de parkings pour vélos, tout en accordant une attention particulière à la sécurité des jeunes cyclistes, par exemple en plaçant des feux de signalisation spéciaux à des carrefours dangereux près des écoles et des universités.
- 4) Un examen approfondi du scénario sur l'énergie promu par les institutions de l'UE requiert :
- d'imposer des pénalités concrètes aux Etats membres qui ne respectent pas les accords internationaux concernés comme le protocole de Kyoto

- ou les propres réglementations et directives de l'UE, inspirés du modèle du pacte de stabilité.
- d'ajuster le Marché de Permis européen en mettant un terme au principe « d'antériorité », en introduisant un pourcentage obligatoire de permis à vendre aux enchères, et établir une limite au pourcentage de réductions obtenu par le Mécanisme de Développement propre et son application conjointe.
  - de réduire l'impact du secteur des transports sur le changement climatique, en incluant l'aviation et la navigation dans le Marché du Permis européen, en introduisant des droits d'usage pour les transports routiers et en établissant des limites obligatoires d'émissions sur les voitures.
  - de promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables au moyen de motivations financières et en stimulant l'investissement dans la recherche et le développement dans le secteur des renouvelables.
- 5) Reconnaissant sa fonction exemplaire, le Forum européen de la Jeunesse promet :
- de développer des procédures de travail et une politique interne de voyage durables et respectueuses du climat et de recommander l'utilisation d'une telle politique dans toutes les activités qu'il co-organise.
  - De continuer à organiser des activités comme des journées d'information et de mise en réseaux sur le changement climatique organisées en 2007. Par exemple, de commencer à élaborer des campagnes et sessions de formation sur le changement climatique, ses conséquences et les moyens de le combattre - tout cela sera inclus dans les discussions sur le prochain plan de travail.